

Montréal, le 15 mars 2006

Communiqué de presse

Pour publication immédiate

À une semaine du budget Audet

Une coalition réclame de nouveaux investissements dans le logement social et communautaire

Constatant qu'il ne reste plus d'argent pour de nouvelles initiatives en matière de logement social et communautaire, une coalition de six regroupements nationaux en habitation réclame des investissements supplémentaires dans le budget qui sera présenté le 23 mars par le ministre québécois des Finances, Michel Audet. Selon la coalition, sans cet ajout de fonds, au moins 3100 logements sociaux et communautaires pour lesquels des projets sont présentement en élaboration à travers le Québec, ne pourront tout simplement pas voir le jour.

Les six organisations signalent que, malgré la récente remontée générale des taux de logements inoccupés, la situation continue de s'aggraver pour une large partie des locataires du Québec, en particulier pour les familles à faible et modeste revenus. À Montréal, par exemple, le taux d'inoccupation des grands logements familiaux (5 ½ ou plus) est de 0 % quand ils se louent moins de 500 \$ par mois et de 0,4 % quand leur coût de location se situe entre 500 \$ et 700 \$ par mois.

La coalition rappelle par ailleurs que 218 490 ménages locataires québécois consacraient plus de la moitié de leur revenu en loyer au moment du recensement de 2001, donc avant la flambée des loyers des dernières années. Elle mentionne également que de nombreux autres besoins sont grandissants, notamment ceux des personnes âgées en perte d'autonomie et des personnes itinérantes.

Elle estime que le logement social et communautaire représente une réponse permanente et complète à l'ensemble de ces besoins.

Les organismes demandent donc au ministre Audet de prévoir des fonds suffisants pour permettre la réalisation de 2500 logements sociaux et communautaires par année au cours des 5 prochaines années dans le cadre du programme québécois AccèsLogis. Ils demandent également la bonification du programme qui n'a pas été indexé depuis près de deux ans. Or, les coûts de construction à eux seuls ont augmenté de presque 5 % par année dans les grands urbains.

La Coalition est formée de l'Association des groupes de ressources techniques en habitation (AGRTQ), de la Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH), de la Fédération des locataires de HLM du Québec (FLHLMQ), du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), du Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH) et du Réseau solidarité itinérance (RSIQ)

Pour plus d'informations

François Saillant, FRAPRU : (514) 522-1010 ou par cell. : (514) 919-2309;

Marcellin Hudon, AGRTQ; (514)849-8547 ou par cell. : (514) 238-2536

Marc Lamarche, CQCH : par cell. : (514) 912-6929

Claude Majeau, FLHLMQ : (514) 521-1485 ou par cell. : (514) 951-1837

Richard Saulnier, RQOH : 842-0163

Pierre Gaudreau, RSIQ : (514) 879-1949 ou par cell. : (514) 909-4107